

Consultation nationale sur l'éducation artistique et culturelle « Pour un accès de tous les jeunes à l'art et la culture »

Contribution de l'Association des Centres chorégraphiques nationaux

Les Centres chorégraphiques nationaux (CCN) sont des structures de production dirigées par des artistes chorégraphiques. Ainsi que le précise le cahier des missions et des charges des CCN annexé à la circulaire du 31 août 2010 :

*Les missions premières d'un CCN sont la création, la production et la diffusion d'œuvres chorégraphiques. Les CCN exercent par ailleurs, principalement sur leur territoire d'implantation, des « **missions associées** » : ils soutiennent le développement des projets de chorégraphes indépendants, **développent des actions pédagogiques en milieu scolaire, proposent des programmes de formation à la danse et des actions de sensibilisation des publics.***

Ils ont pour mission de *proposer une politique d'éducation artistique et de jouer le rôle de centres de ressources dans le domaine de la danse.*

En cela, ils sont des acteurs incontournables de la mise en place d'une politique d'éducation artistique et culturelle.

1. Développer et articuler les actions proposées aux jeunes dans les différents temps de leur vie

➔ précision sémantique indispensable en préalable :

L'éducation artistique et culturelle est investie par de très nombreux partenaires sur le terrain, aux parcours et aux conceptions diverses et il nous semble important de définir les modes d'accompagnement des publics à l'art.

Distinguer, donc l'éducation artistique et culturelle de la sensibilisation, de l'animation, de l'événementiel, de la formation.

Ces différents types d'approches des publics ne s'excluent pas les uns des autres, mais sont à définir précisément **pour favoriser des actions concertées et comprises par l'ensemble des partenaires.**

➔ l'articulation d'une politique d'éducation artistique et culturelle

L'éducation artistique et culturelle, selon nous, est une notion qui doit intégrer plusieurs types d'approches pratiques de l'art :

- l'artistique (éprouver)
- le regard (observer et émettre une critique construite)
- la pratique de lieux culturels (désacralisation des structures culturelles ; oser se les approprier comme des lieux publics)
- l'histoire des arts, la culture chorégraphique (intégrer son regard de spectateur dans une histoire et une pratique)
- une dimension réflexive sur l'ensemble de ces pratiques

Il s'agit donc de parcours, constituant en soi une expérience, dont le cadre doit rester suffisamment souple pour être adaptable aux acteurs et aux besoins des territoires.

Ils ne peuvent être pertinents que **conçus dans la durée**, pour chaque groupe concerné.

→ la combinaison d'acteurs nécessaire à la réalisation d'actions d'EAC

Sur le terrain, 4 acteurs sont indispensables à la conception et à la réalisation conjointe d'actions pour permettre à l'apprenant / le spectateur / l'élève, d'être au centre de l'éducation artistique et culturelle :

- **l'artiste** : il est une condition nécessaire : transmission d'une démarche artistique, expérimentation des processus d'écriture et de création, contextualisation culturelle.
Il faut ici insister sur la **nécessaire revalorisation du nombre d'heures prises en compte au titre de ces actions pour les artistes, au sein du régime de l'intermittence**. Un artiste doit pouvoir combiner son travail de création, et les actions d'EAC pour lesquelles il intervient véritablement, rappelons-le, en tant qu'artiste.
- **l'enseignant** : élément évidemment primordial, il doit comprendre l'enjeu global de la démarche, l'accompagner et se l'approprier avec ses élèves. L'éducation artistique et culturelle est au sein de l'école un outil de recherche et de réflexion à l'exercice du soi, au développement de l'apprenant. **La valorisation des actions des enseignants développées dans ce cadre apparaît comme indispensable**. L'investissement qui leur est nécessaire pour la conception, l'organisation et le bon déroulement des actions d'EAC n'est pas considéré, **notamment du point de vue salarial**.
- **le médiateur culturel** : indispensable au sein des structures culturelles, il est le maillon permettant la mise en place d'actions cohérentes, tant d'un point de vue artistique et pédagogique que du maillage sur le territoire.
La reconnaissance par tous les partenaires (les différents échelons de l'Education nationale, les collectivités territoriales...) **des structures culturelles comme lieux ressources et d'expertise** pour la conception et la mise en œuvre d'actions d'EAC est à **affirmer clairement**. Elle doit notamment être **clairement énoncée dans les différents textes** fixant les orientations du ministère de la Culture et de la Communication (DNO notamment, en direction des Préfets).
- **l'œuvre** : acteur immatériel, l'œuvre ne peut être oubliée dans une conception d'actions d'éducation artistique et culturelle. En se frottant à celles-ci, en se questionnant, en se les appropriant, en les reliant, **l'apprenant** développe une disponibilité de regard face aux œuvres, et commence **sa propre trajectoire de spectateur** qui va l'accompagner tout au long de sa vie.

→ les freins constatés à la mise en place d'actions d'EAC

- Une **multiplication des appels à projet** des partenaires financiers, qui demande une gestion administrative croissante, et est de plus en plus difficile à absorber par les équipes réduites des CCN, au détriment de la mise en œuvre des actions. Il serait **plus simple que chacune de nos structures puissent définir un axe clair de travail, dans lequel les projets viendraient s'inscrire**.
Certains projets ne peuvent entrer, et donc être accompagnés financièrement, dans des dispositifs parfois trop rigides.
- Un **trop grand nombre d'interlocuteurs décisionnaires** dans les montages de projets, **notamment au niveau de l'Education Nationale** (chargés de missions du Rectorats, conseillers pédagogiques disciplinaires et conseillers pédagogiques de circonscription de l'Inspection Académique, chargés de mission DAAC, responsables d'établissement...). La réduction de ces échelons de décision permettrait un gain de temps et d'efficacité dans le montage des projets.
- Une **absence de capacités budgétaires de l'Education Nationale**, alors que celles-ci permettraient une assise de la culture au sein de toutes les structures partenaires.
- La **difficulté pour les CCN de répondre à une forte demande** de la part des partenaires, alors même que les **moyens financiers s'amenuisent**.

→ les leviers permettant la mise en place d'actions d'EAC

- **L'engagement financier de l'Etat** génère un efficace effet de levier financier auprès des collectivités territoriales, et les CCN ne peuvent que souhaiter son développement.

- **L'association de partenaires** (Education Nationale, structures culturelles –médiathèques, conservatoires, structures de production et de diffusion, ...-, etc.) favorise un effet de levier en terme d'efficience de travail.

Le développement de l'éducation artistique et culturelle favorise la mise à l'épreuve des enjeux cruciaux de notre société actuelle (être citoyen, vivre ensemble, développer ses capacités créatives). L'art à l'école permet à l'apprenant d'éprouver, dans l'expérimentation et la mise en jeu personnelle, la notion de risque et d'erreurs sans obligation de résultat. Il peut ainsi développer une capacité à se construire à partir de chaque expérience, quelle qu'elle soit.

Une véritable compréhension des enjeux de la politique d'éducation artistique et culturelle, par chaque niveau de l'Education Nationale, est nécessaire pour un réel investissement des partenaires.

2. Favoriser une approche territoriale et partenariale de l'éducation artistique et culturelle

➔ globaliser les financements

Contrairement à la dynamique induite par la multiplication des appels à projet, nos actions doivent pouvoir être présentées sous forme d'une politique globale de structure.

Une subvention globalisée, issue de la ligne 224-2, croisée aux financements des collectivités territoriales et de l'Education Nationale, nous apparaîtrait comme une avancée déterminante pour l'ambition politique d'aujourd'hui. Cette avancée permettrait un gain de temps sur la mise en œuvre, une meilleure efficacité à l'égard des publics et sur les territoires, et la communication sur les projets qui pourrait en être faite prendrait plus de force.

Aujourd'hui, **les CCN perçoivent de manière très disparate des financements issus de la ligne 224-2**, tant au niveau des montants qu'à celui de leur pérennisation. Une grande partie des dépenses liées aux actions menées en direction des publics relève des budgets de fonctionnement des structures, et est ponctionnée sur la ligne 131. Une réflexion à ce sujet semble devoir être menée.

➔ une meilleure concertation locale pour réduire les inégalités

L'adéquation des projets d'EAC à des dispositifs préétablis ne peut constituer une véritable conception de politique d'éducation artistique et culturelle. Il n'y a pas d'égalité entre les territoires, les acteurs et les publics. Pour réduire les inégalités, les contextes doivent être pris en considération.

Partant de ce constat, une véritable coordination, une concertation et un accompagnement de la part de nos DRAC vers les collectivités territoriales et les différents partenaires locaux sont souhaitables.

➔ une reconnaissance des structures labellisées comme structures ressources

Comme dit plus haut, la reconnaissance effective, passant par des textes émanant des ministères (EN et MCC notamment), des structures labellisées comme structures ressources légitimes à porter des projets et accompagner les acteurs pour des actions d'EAC, est primordial.

➔ une revalorisation du statut de l'artiste intervenant

Cette politique ne pourra se passer d'une reconsidération sociale (au sein du statut de l'intermittence) et d'une revalorisation économique (revalorisation du tarif horaire d'intervention des artistes).

3. Prendre en compte la diversité des modes d'accès des jeunes à l'art et à la culture

La prise en compte de la diversité des jeunes, tout au long de leur vie scolaire, au sein ou en dehors du temps scolaire, constitue un objectif totalement intégré dans la conception même des actions mises en place par les CCN.

Il n'y a de meilleure réponse à cette diversité qu'une élaboration des actions de manière singulière, en fonction des projets, des jeunes et des contextes.

4. Le numérique et les nouveaux médias : quelle place dans l'éducation artistique et culturelle

L'ACCN coordonne depuis 2008 une **mission de numérisation** des fonds patrimoniaux des CCN, dans le cadre du PNN (plan national de numérisation). **L'objectif central de cette mission est la valorisation des archives et leur accessibilité.**

Via le site Numeridanse.tv, développé par la Maison de la Danse de Lyon, en partenariat avec le CND, les archives des CCN sont accessibles et contextualisées, et figurent parmi d'autres fonds d'un nombre croissant de chorégraphes. Cet outil numérique constitue une extraordinaire avancée en matière d'accessibilité à l'art et la culture.

Une réflexion active est en cours, afin d'exploiter plus avant cet outil en matière d'éducation artistique et culturelle. Des compétences interprofessionnelles doivent être mobilisées pour poursuivre le travail de développement des contenus (des thèmes et des focus sont déjà mis en œuvre).

Il s'agit là d'un média précieux, tant pour les enseignants que pour les élèves, qui peuvent effectuer des recherches, élargir et approfondir leur connaissance des œuvres.

5. Mieux former les acteurs

Malgré quelques actions exemplaires, menées par des PREAC par exemple, nous constatons **l'absence d'une réelle politique de formation des acteurs de l'éducation artistique et culturelle.**

➔ engager une dynamique de formations initiales et continues

Ces deux types de formations nous semblent incontournables, pour permettre aux acteurs de **se former conjointement** et d'asseoir des compétences communes spécifiques à l'éducation artistique et culturelle.

- **Les artistes** : il serait pertinent **de les sensibiliser, au cours de leur formation, aux enjeux de l'éducation artistique et culturelle, et aux modes d'accompagnement** qui peuvent être mis en œuvre.
- **Les enseignants** : une **meilleure formation, initiale et continue, s'avère absolument indispensable**. La **danse doit être reconsidérée dans une approche complexe**, au-delà de la pratique physique et/ou sportive, tant elle a à apporter à d'autres niveaux cognitifs et structurants. Il est important que les enseignants puissent accompagner les apprenants dans les différents types d'expérimentations proposées.
- **Les médiateurs** : la **création d'un cursus de formation de médiateurs culturels** apparaît nécessaire à la mise en place d'une politique d'éducation artistique et culturelle de qualité. Il doit **aller au-delà des questions de mises en place pratiques des projets**, pour aborder :
 - les rapports à l'art : histoire de l'art / être spectateur / pratiquer
 - la connaissance des publics et des territoires
 - la connaissance des politiques culturelles interministérielles et de leur histoire
 - un questionnement sociologique et philosophique sur la médiation culturelle et ses enjeux
 - le développement de compétences relationnelles
 - l'appropriation d'outils techniques et pédagogiques

ADDENDA :

Depuis la saison 2008-2009, **l'ACCN a mis en place un questionnaire à l'usage de ses adhérents permettant de recenser de manière quantitative et qualitative les actions menées par les CCN en direction des publics**. Cet outil d'observation, développé en lien avec le DEPS/DGCA, permet d'obtenir quelques données statistiques affinées.

Un **deuxième temps**, prévu à partir de 2013, **permettra aux responsables de la médiation au sein des CCN d'échanger sur leurs pratiques**, en vue de les questionner et les améliorer.